



PRÉFET DE L'EURE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie

Arrêté préfectoral N° UBDEO/ERA/25/17 mettant en demeure la société ICP France implantée sur la commune de Gisors de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le préfet de l'Eure
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'environnement, et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, et R. 512-68 ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;

VU le décret du 31 octobre 2024 du Président de la République nommant Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure ;

VU le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure ;

VU l'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2024-92 du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n°DA1-B4-cv-05336 du 29 septembre 2005 autorisant la société INTERFACE COSMÉTIQUES ET PARFUMS, dont le siège social est situé 38 avenue Hoche à Paris (75 008), à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement sur la commune de Gisors, route du Bois Geloup ;

VU l'arrêté préfectoral n°D1-B1-13-392 du 14 mai 2013 prescrivant à la société INTERFACE COSMÉTIQUES ET PARFUMS à Gisors la surveillance initiale des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;

Vu l'arrêté préfectoral n°D-16-E1-530 du 14 juin 2016 actant le changement d'exploitant vers la société ICP France, dont le siège social est situé 87-95 avenue Victor Hugo à Aubervilliers (93), et dont le gérant est Hsueh Sheng Wang ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées faisant suite à l'inspection réalisée sur le site de la société ICP France de Gisors le 20 décembre 2024, transmis à l'exploitant par courriel en date du 7 février 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant en date du 7 février 2025 ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant,

CONSIDÉRANT que la société ICP France est autorisée à exploiter les installations classées pour la protection de l'environnement de son site de Gisors sous conditions de respecter les prescriptions des arrêtés préfectoraux du 29 septembre 2005 et du 14 mai 2013, ainsi que des arrêtés ministériels relatifs aux rubriques installations classées pour la protection de l'environnement du site ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a procédé à une inspection sur le site de la société ICP France à Gisors le 20 décembre 2024, au cours de laquelle elle a constaté les points suivants :

- M. Pontier a expliqué en inspection avoir repris la gérance du site de Gisors de la société ICP France en 2023, ce qui est contraire au récépissé de changement d'exploitant du 14 juin 2016 qui mentionne comme gérant M. Hsueh Sheng Wang ;
- l'exploitant n'a pas pu présenter en inspection un état des matières stockées précis, fiable, alors que cela lui avait été réclamé par la lettre d'annonce du 22 novembre 2024 ; l'un des objectifs est de pouvoir fournir rapidement, en cas d'incendie notamment, des informations fiables aux services d'intervention ; cela constitue un manquement aux prescriptions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié ;
- une pollution des sols a été constatée dans la zone enherbée derrière le chai, liée de toutes évidences à des rejets non conformes dans le milieu naturel, depuis la zone bitumée extérieure le long du chai, où étaient stockés le jour de l'inspection des IBC remplis de liquides inflammables (parfums ou autres) sans rétention ; ceci constitue un écart réglementaire à l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2005 encadrant les activités du site, qui stipule que l'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour prévenir en toutes circonstances le déversement, chronique ou accidentel, de substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la protection de la nature et de l'environnement ;
- de nombreux stockages de liquides inflammables ne sont pas sur rétentions, ce qui peut notamment entraîner des pollutions de sols et sous-sols ou, en cas d'incendie, une nappe enflammée incontrôlable, et ce qui constitue un écart réglementaire par rapport aux prescriptions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2005 susvisé ; cela concerne notamment :
 - beaucoup de récipients mobiles de liquides inflammables sans rétentions dans le magasin de transit, dans le magasin de stockage produits finis, comme dans le magasin matières premières ;
 - plusieurs IBC de liquides inflammables (parfums...) stockés sans rétention sur la zone bétonnée le long du chai, zone depuis laquelle des rejets non conformes dans le milieu naturel ont été constatés (cf ci-dessus) ;
 - une vingtaine d'IBC et fûts de déchets, à faire traiter via une filière dûment autorisée, stockés à l'entrée du site, sur une zone bétonnée mais non équipée de rétention ;
 - des IBC de liquides inflammables stockés dans l'atelier de glaçage, qui n'est pas équipé de rétention, alors qu'une activité de production de parfum y est réalisée ;
 - les stockages de parfums sans rétentions dans l'atelier de mise en flacons ;
- l'exploitant ne dispose pas sur son site de moyens de défense incendie permettant de faire face à un incendie survenant sur ses stockages et installations, notamment pas d'émulseur, pas de matériel de projection eau et mousse sur site, une réserve ne présentant pas un volume d'eau incendie de 600 m³, et donc un réseau fixe d'eau incendie pas alimenté correctement ; ce qui constitue un écart réglementaire par rapport aux prescriptions de l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2005 ;

- aucun Plan d'Opération Interne n'a pu être présenté en inspection, l'exploitant n'a même pas pu présenter un plan permettant de localiser les moyens de défense incendie du site, pourtant indispensable en cas d'accident ; ce qui constitue un écart réglementaire par rapport aux prescriptions de l'article 7.7.6.2 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2005 ;
- de nombreuses palettes sont stockées le long du magasin matières premières, ce qui pourrait faciliter un départ puis une propagation d'incendie à ce bâtiment ; cela constitue un écart réglementaire par rapport aux prescriptions de l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2005, qui demande à ce que l'exploitant prenne toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux dispositions du Code de l'Environnement, de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié et de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2005 susvisés ;

CONSIDÉRANT que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société ICP France de respecter les prescriptions de l'article R. 512-68 du Code de l'Environnement, de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié et des articles 2.1.1, 7.1, 7.6.3, 7.7.4 et 7.7.6.2 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2005, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

ARRÊTE

Article premier : La société ICP France exploitant une usine de fabrication, conditionnement de produits cosmétiques et parfums, sur son site localisé route du Bois Geloup à Gisors, est mise en demeure de respecter, dans les délais indiqués qui courent à compter de la notification du présent arrêté :

1. changement d'exploitant

les dispositions de l'article R. 512-68 du Code de l'Environnement, en déposant **sous 1 mois** en préfecture de l'Eure une déclaration de changement d'exploitant ;

2. état des matières stockées

les dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, en établissant **sous 3 mois** un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées ;

3. prendre toutes les dispositions nécessaires dans l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour prévenir en toutes circonstances le déversement, chronique ou accidentel, de substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la protection de la nature et de l'environnement

les dispositions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2005.

La prescription est réputée satisfaite si l'exploitant, **sous 1 semaine** :

- soit met sur rétention adaptée tout IBC ou fût de liquide susceptible de créer une pollution, stocké dans la zone bitumée extérieure le long du chai
- soit supprime définitivement, dans la zone bitumée extérieure le long du chai, tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols

4. mettre sur rétentions adaptées tout liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols

les dispositions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2005 susvisé, en mettant **sous 9 mois** sur rétentions adaptées tout liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols ;

5. moyens de défense incendie

les dispositions de l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2005, en disposant sur son site **sous 6 mois**, d'une réserve d'eau suffisante, d'un réseau fixe d'eau incendie alimenté par la réserve d'eau et comprenant au moins 3 poteaux incendie, de RIA armés installés et entretenus régulièrement, d'émulseur adapté aux produits stockés, de matériel de projection eau et mousse ;

6. plan d'opération Interne

les dispositions de l'article 7.7.6.2 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2005, en établissant et transmettant à l'inspection des installations classées un POI **sous 6 mois** ;

7. prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences

les dispositions de l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2005

La prescription est réputée satisfaite si l'exploitant éloigne, **sous 1 mois**, de plus de 10 mètres tout stockage de palettes de bâtiments contenant des matières combustibles.

Article 2 : Pendant la durée de mise en conformité du site, les mesures suivantes sont mises en œuvre par l'exploitant pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement, dans les délais indiqués qui courent à compter de la notification du présent arrêté :

- 1. limiter les quantités de liquides inflammables stockées sur le site, dès la notification de l'arrêté de mise en demeure**
- 2. sous 3 mois, réorganiser les stockages de liquides inflammables, pour limiter les travaux de mises en conformité (rétentions...)**
- 3. diagnostics de sols et sous-sols au niveau de la zone enherbée derrière le chai**
procéder **sous 6 mois** à des diagnostics de sols et sous-sols au niveau de la zone enherbée derrière le chai, et prendre le cas échéant **sous 1 an** les dispositions qui s'imposent pour maîtriser les pollutions
- 4. moyens de défense incendie**
. **Sous 1 semaine**, la réserve d'eau incendie est réalimentée pour contenir un volume minimum d'eau de 600 m³. Les justificatifs sont envoyés à l'inspection des installations classées sous 15 jours.

. **Sous 1 mois**, l'exploitant justifie du caractère opérationnel de son réseau fixe d'eau incendie alimenté par la réserve d'eau incendie. Une mesure des débits d'eau délivrés par chacun des poteaux incendie du site, en simultané, est à communiquer à l'inspection des installations classées sous 1 mois, accompagnée le cas échéant d'un plan d'actions avec échéancier.

. **Sous 1 mois**, l'exploitant fournit à l'inspection des installations classées les compte-rendus des derniers contrôles réalisés conformément aux normes en vigueur sur les RIA et extincteurs de son site, accompagnés le cas échéant d'un plan d'actions avec échéancier.

. **Sous 6 mois**, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une stratégie de défense incendie pour ses stockages de liquides inflammables, décrivant notamment les moyens en eau et en émulseurs utiles au regard des quantités et configurations de stockages des produits, ainsi que les moyens d'application en eau et mousse

Article 3 : Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 :

Conformément aux dispositions de l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée (articles L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens », accessible par le site www.telerecours.fr.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Eure, l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie en est adressée :

- au sous-préfet des Andelys,
- au maire de la commune de Gisors,
- à l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL - UBDEO)

Évreux, le **26 FEV. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture



Alaric MALVES

